

# Redonner du sens à l'enseignement de l'économie : pourquoi et comment \*

Grâce à des initiatives étudiantes, un débat est enfin ouvert sur les raisons de la crise sérieuse que subit l'enseignement de l'économie à l'université et qui se traduit, depuis plusieurs années, par une forte baisse des nouvelles inscriptions. L'économie n'est pas la seule discipline à connaître une telle crise. C'est le cas, aussi, des sciences « dures » (mathématiques, physique, chimie). Autant de sciences dont la progression impressionnante au cours des années soixante à quatre-vingt, liée à l'essor du « fordisme », reposait sur la croyance en leur contribution décisive au progrès social et au bien-être.

L'économie contemporaine est, elle aussi, une science vers laquelle on se tournait pour sa capacité supposée de maîtrise de mécanismes complexes semblables à ceux de la physique. Une science qui devait nous aider à mieux comprendre le monde et à mieux le piloter au bénéfice de tous. Cette croyance est de moins en moins répandue. Le chômage, les inégalités persistantes, l'exclusion, la violence, la crise de confiance dans la politique en général et dans les politiques économiques en particulier, sont passés par là.

Une partie des économistes universitaires a réagi en refusant l'idée qu'il y ait une crise du contenu et du sens de l'économie pratiquée et enseignée. Pour les uns, il importe peu que les effectifs étudiants régressent. Il suffit de conserver les meilleurs. Cela libérera du temps pour la recherche. Pour les autres, ce serait un problème de pédagogie : les contenus ne seraient pas en cause, mais il faudrait les enseigner de façon plus progressive, en les illustrant par des cas concrets. On éviterait ainsi de donner l'idée d'une science qui fait tourner de petits modèles mathématiques dans le vide.

Ces solutions ne régleront rien. L'impression ressentie par les étudiants qui débarquent à l'université après avoir suivi au lycée un enseignement de sciences économiques et sociales est celle de la découverte de contenus dont ils ne voient ni l'intérêt ni le sens au regard des grandes questions sociales. Or il n'est même pas possible de leur affirmer honnêtement que tout cela prendra du sens plus tard, qu'il s'agit d'un détour ardu mais nécessaire vers la compréhension du monde.

Le cœur de l'enseignement de l'économie dans les premiers cycles universitaires est le couple formé par la microéconomie et la macroéconomie, toutes les deux d'inspiration néoclassique, plus le bagage mathématique jugé indispensable pour exposer les modèles correspondants. Or, cet ensemble ne fournit pas une image simplifiée du monde mais approchée. Il conduit

**Jean Gadrey**

Université Lille-I

\* Article paru dans *le Monde* du mardi 12 décembre 2000.

à naviguer dans des mondes imaginaires de fonctions d'utilité ou de production sans aucun réalisme, mais profondément influencés par l'idéologie libérale.

La formalisation mathématique n'est pas en cause en tant que telle. Ce sont les hypothèses et les fondements de l'analyse qui sont dénués de pertinence et qui induisent ce recours excessif à la modélisation. Cela explique pourquoi ces enseignements font si peu de retour aux faits : la théorie est le plus souvent incapable de supporter des tests de réalisme. Lorsqu'elle en exhibe, il s'agit de situations limites, inventées ou fausement concrètes.

On ne réglera la crise de désaffection publique pour l'économie qu'en tenant compte de ce qu'écrivait Herbert Simon, prix Nobel d'économie : « Si elle [la théorie micro-économique standard] est fausse, pourquoi ne pas s'en débarrasser ? Je pense que les manuels sont scandaleux. Je pense qu'exposer de jeunes esprits impressionnables à cet exercice scolastique, comme s'il disait quelque chose sur le monde réel, est scandaleux. »

Ce jugement, rappelé en exergue d'un manifeste récent des étudiants normaliens, indique la voie à suivre. La plus grande partie de la microéconomie néoclassique ne devrait être enseignée qu'au titre de l'histoire de la pensée économique, à côté par exemple de la théorie marxiste de la « valeur-travail », et évacuée des premiers cycles. Une fraction substantielle de la macroéconomie formalisée devrait subir le même sort. Le programme des mathématiques en premier cycle serait allégé d'autant.

L'enseignement de l'économie devrait partir des grandes questions qui préoccupent les gens, en organisant une double confrontation : d'une part, une confrontation systématique des approches théoriques concurrentes, exposées en recourant au minimum de formalisation mathématique exigée ; d'autre part, une contextualisation de ces approches, visant à tester leur pertinence au regard des statistiques, des analyses historiques et de la prise en compte des réalités institutionnelles et sociales qui forment le cadre des « mécanismes économiques ».

Des manuels alternatifs devraient voir le jour, qui répondraient à la question du sens que se posent les étudiants actuels ou futurs en économie, mais qui concerne tous les citoyens. Ces manuels prolongeraient, en les approfondissant, ceux qui servent de base à l'enseignement des sciences économiques et sociales dans les lycées. Il est peu probable que la profession accepte de tels changements. Elle s'est constituée sur d'autres bases, et ces bases sont devenues croyances, institutions, carrières, lieux de pouvoir.

C'est pourquoi les initiatives prises par d'autres groupes concernés (les étudiants, les professeurs du second degré, la presse économique, les courants politiques qui ne font pas une confiance aveugle à la théorie économique dominante) sont le seul espoir de freiner des comportements suicidaires et de conforter la minorité d'économistes qui croient encore que leur discipline peut avoir un sens et qu'elle peut être mise au service du débat public.